

Discours du 1<sup>er</sup> mai 2010

Mesdames et Messieurs,  
Chers camarades et amis,

Les thèmes d'actualité de la lutte sociale et syndicale sont – malheureusement – très nombreux en ce moment. Les conséquences de la crise financière, la volonté affichée par certains partis de droite et les mouvements patronaux de poursuivre inlassablement le travail de sape contre les avancées et acquis sociaux, les discours réitérés sur la prétendue incohérence de politiques sociales allant soi-disant à l'encontre du dynamisme économique et de la défense de la place de la Suisse dans l'Europe et dans le monde, en sont autant de marques tangibles.

Il ne s'agit plus de simples combats gauche – droite qui se développeraient dans le cadre d'une saine mise en œuvre de notre système démocratique. Nous avons dépassé, ce qui constitue une véritable régression à mon sens, la vision d'un pays dans lequel les forces en présence recherchent, en dépit de leur divergence, une forme de consensus dans l'objectif d'assurer le bien commun.

Nous sommes maintenant très clairement confrontés à des visions du monde totalement différentes, opposées, où nous avons d'un côté les tenants d'un libéralisme des plus crus et cruels, de l'autre, ceux qui prônent une vision solidaire et engagée en faveur du bien public.

Vous me direz que je suis caricatural. Je ne le suis en tous cas pas plus que les dirigeants des banques et des grandes multinationales, qui n'ont plus aucune pudeur ni aucune crainte à dire tout haut leur mépris pour les contribuables et les soi-disant « petites gens » ! Qui annoncent sans aucune gêne des salaires qui sont largement dépassé le seuil de l'indécence, qui ne montrent absolument aucune considération pour l'effort demandé et consenti par les citoyens pour sauver leurs entreprises qu'ils ont eux-mêmes conduit au bord du gouffre.

Pendant toute la crise financière, je n'ai personnellement jamais entendu un simple merci, une once de reconnaissance pour les sacrifices consentis par la population, pour la prise en compte de la situation catastrophique dans laquelle ces grands capitaines avaient mené leur bateau ivre. Comment voulez-vous dans ce contexte que nous inculquions à nos enfants ces valeurs de respect, de politesse et de tolérance si souvent rabâchées si les « guides » qu'ils ont devant les yeux se comportent d'une manière aussi malhonnête ? Comment voulez-vous que le sentiment d'appartenance à une communauté de destin et de vie puisse se développer, si ceux qui devraient donner l'exemple se montrent d'un tel égoïsme ?

Pas encore sortis des affaires bancaires, nous voilà maintenant plongés dans les crises financières de certains pays de la zone euro. Là également, nous pouvons et nous devons critiquer vertement l'incurie de ces gouvernements qui n'ont eu de cesse pendant des

années de faire croire au miracle des diminutions d'impôt ou qui ont fait preuve d'un laxisme outrancier lorsqu'il s'agissait de poursuivre les fraudeurs du fisc.

La Grèce, le Portugal, l'Espagne et maintenant, peut-être l'Italie sont cloués au pilori pour leur gestion catastrophique des biens publics. Ce qui me frappe cependant, en comparant les deux crises, c'est que dans le premier cas (la crise financière), les décisions visant à sauver les banques se sont prises dans des temps record. Alors que dans le second, on tergiverse, on laisse le doute s'installer, on hésite à apporter un soutien massif et rapide. Pourtant, quelle différence y a-t-il entre une gestion calamiteuse et l'autre ? Pourquoi traite-t-on de manière si différente les grandes banques et des Etats ?

Si l'Europe (et je ne pense pas que la Suisse ferait mieux) n'est pas capable de soutenir ses membres alors qu'elle a été si prompte à renflouer les caisses de ses banques, inconscientes dans leur mode de gestion, j'y vois pour ma part simplement la confirmation qu'en dépit des beaux discours, des belles intentions et de la volonté affichée de réformer le système bancaire et financier, on n'a dans les faits aucune intention de changer quoi que ce soit.

Pensez donc : quelle manne extraordinaire que celle que les banques vont recevoir en prêtant à ces pays des sommes colossales à des taux d'intérêt prohibitifs ! Une belle manière de se refaire une santé, encore une fois sur le dos des contribuables. Un substitut aux subprime

autrement plus sûr - juste peut-être un peu moins profitable.

Bien sûr, ces pays ont vécu pendant des années au-dessus de leurs moyens et n'ont pas pris à temps les mesures qui s'imposaient. Des réformes profondes et douloureuses doivent y être entreprises. Mais est-il juste que la population doive payer trois fois : une fois pour sauver les banques, une fois pour rétablir l'équilibre budgétaire de leur pays et une troisième, pour participer à l'explosion des profits des instituts financiers ? La réponse est non, évidemment.

Et pendant ce temps, chez nous, la Confédération et les Cantons continuent à promouvoir des coupes dans tous les secteurs, à revoir à la baisse l'ensemble des prestations sociales, à limiter tant que faire se peut les aides pour les plus démunis, chômeurs, rentiers AI, etc. Or, il est maintenant très clairement démontré, par exemple, que les coûts liés à une dégradation généralisée des conditions de travail (réductions d'effectifs, augmentation de la productivité, styles de management autoritaires conduisant à des burn outs, etc.) ont explosés. Les bénéficiaires de cette situation sont naturellement les actionnaires, dont les dividendes reçus ont été multipliés par 10 au cours de ces 10 dernières années ! Quant aux coûts sociaux, ils doivent naturellement être pris en charge par les travailleurs eux-mêmes (via leurs primes d'assurance maladie) et par la collectivité. Ce sont encore une fois des milliards que les contribuables doivent verser pour maintenir les profits scandaleux d'une infime fraction de la population.

Et je ne parlerai pas de l'autre scandale, celui du pillage des ressources naturelles, celui du déni des conséquences catastrophiques de notre mode de développement. L'échec total de la conférence de Copenhague sur le climat ou la marée noire provoquée par l'incurie des compagnies pétrolières sans scrupules montrent à quel point on se fiche pas mal du développement durable, dont pourtant on se gargarise volontiers dans les cercles des décideurs.

Ces procédés sont tout simplement inadmissibles. Les combattre est une absolue nécessité et nous devons continuer à nous mobiliser pour faire aboutir nos initiatives et nos référendums, afin d'éviter un démantèlement encore plus total de l'Etat, qui seul peut être le garant d'une certaine équité entre tous.

Je vous remercie de votre attention.

Daniel von Siebenthal